



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 16 juillet 2025
(Convocation du 09 juillet 2025)

Aujourd'hui, le 16 juillet 2025 à 15h00, le collège membres fondateurs dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	20 20
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	13 13
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	2 2
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre		15
• Voix		15
Contre		
• Nombre		0
• Voix		0
Abstention		
• Nombre		0
• Voix		0

Étaient présents :

Mme Nathalie Barrouillet, Mme Patricia Beaumont, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

Mme Véronique Thirault, M. Julien Dubois

Étaient excusés :

M. Pierre Brau-Nogué, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2025 - Ajustement de programme - Fiche n°37 bis - PAPI Adour aval - Etude hydraulique de l'Adour maritime, des gaves réunis, du sous bassin-versant de l'Aran et de l'Arday

Exposé des motifs :

Lors de sa réunion du 4 avril 2025, le comité syndical a adopté le programme d'actions 2025 de l'établissement, dont notamment la fiche n°37 relative à la réalisation d'études hydrauliques dans le cadre du programme d'études préalable (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) Adour aval (Action 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c et 1.1.d).

Les études hydrauliques de l'Adour maritime, des gaves réunis, de l'Arday et de l'Aran prévues dans la fiche n°37, visent à renforcer la connaissance du risque en définissant les enveloppes de crues selon différentes occurrences, débits, hauteurs et vitesses associées. Il est aussi prévu que chacune des études hydrauliques définisse les zones inondables selon une occurrence de crue très fréquente (premiers débordements constatés), une crue vicennale (Q20), une crue centennale (Q100) et selon un scénario tenant compte de l'élévation du niveau marin induit par le changement climatique sur les conditions estuariennes et aval de l'Adour, l'Aran et l'Arday.

Ces résultats sont essentiels pour élaborer des stratégies d'intervention adaptées aux crues fréquentes et moyennes, et pour affiner l'analyse des enjeux et de la vulnérabilité du territoire en vue de la construction du PAPI complet. Mais, au-delà de la volonté des collectivités partenaires d'améliorer la connaissance des phénomènes de crue, l'une des recommandations de la SLGRI Côtier Basque consiste à « étudier le devenir des ouvrages de protection n'entrant pas dans le champ du décret digues, mais présentant un intérêt stratégique ».

Dans cette perspective, l'action 1.11 du programme prévoit, à partir des synthèses et des modèles hydrauliques, de définir des modalités de gestion adaptées et proportionnées à ces ouvrages. Cela se fera en fonction de différents scénarios modélisés dans les études hydrauliques, en incluant selon les cas leur régularisation, des études ou travaux de confortement, des études de neutralisation, ou encore la restauration de champs d'expansion des crues, tout en intégrant les impacts sur les enjeux du territoire. L'étude portera sur l'ensemble des ouvrages linéaires actuellement gérés par le SMBAM (syndicat mixte du bas Adour maritime).

Cette étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages présentant un intérêt stratégique en matière de protection contre les inondations s'inscrit dans la continuité directe des modélisations hydrauliques et sera portée par l'Institution Adour dans le cadre d'une convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI signée en date du 17 juillet 2024 entre l'EPTB et le syndicat mixte du bas Adour maritime.

Elle sera donc à engager à la suite des études hydrauliques et se prolongera jusqu'en 2027. Le coût de l'action est estimé à 170 000 €. L'étude est détaillée dans la fiche programme ci-jointe.

Les dépenses prévues à ce jour totalisent 317 000 € TTC, soit le montant prévisionnel initial estimé pour la réalisation des études hydrauliques. L'engagement des prestations, à savoir l'étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages, impliquerait une inscription complémentaire de 170 000 € TTC, ce qui porterait le coût total prévisionnel de cette opération à 487 000 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel modifié pour cette opération (coût total prévisionnel 487 000 € TTC) s'établit comme suit :

Organisme	Assiette de dépenses éligibles	Taux	Montant
Europe (fonds FEDER)	487 000,00 € TTC	30%	146 100,00 €
État (fonds Barnier)	487 000,00 € TTC	50%	243 500,00 €
Autofinancement ** Syndicat mixte du bas Adour maritime		100% du résiduel	97 400,00 €
MONTANT TOTAL			487 000,00 €

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



**** Le reste à charge incombant à l'EPTB sera entièrement assuré par le syndicat mixte du bas Adour maritime dans le cadre de la convention dédiée de délégation de compétence entre le SMBAM et l'EPTB.**

Vu la délibération de l'Institution Adour n°2024_B_54 en date du 17 juillet 2024 relative à la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par le SMBAM à l'EPTB,
Vu la fiche programme n°37 qui prévoyait un budget de 317 000 € TTC pour la réalisation des études hydrauliques de l'Adour maritime, des gaves réunis, du sous bassin-versant de l'Aran et de l'Arduy (Action 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c et 1.1.d du programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval),
Considérant la validation du programme d'études préalable en date du 20 mars 2025 par la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques,
Considérant la nécessité de lancer l'action 1.11 du programme d'étude préalable au PAPI Adour aval,

LE COLLEGE MEMBRES FONDATEURS

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n°37 du programme d'actions 2025,
- d'approuver le contenu de la fiche n°37 bis telle qu'annexée pour un montant global de 487 000 € TTC, intervenant en remplacement de la fiche n°37,
- d'autoriser le président à solliciter les financements sur la base des nouveaux montants portés dans la fiche n°37 bis,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 16 juillet 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



FICHE DE PROPOSITION n° 37 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Etude hydraulique de l'Adour maritime, des gaves réunis, du sous bassin-versant de l'Aran et de l'Arday (actions 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c et 1.1.d du programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval) ;

Etude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages présentant un intérêt stratégique en matière de protection contre les inondations (action 1.11 du programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval).

Zone d'influence :

- sous bassin-versant de l'Adour maritime, depuis la commune de Saint-Geours-de-Maremne (amont), jusqu'à son embouchure à Bayonne (aval),
- sous bassin-versant des gaves réunis, depuis la confluence des gaves de Pau et d'Oloron (amont) au bec des gaves (aval),
- sous bassin versant de l'Aran, comprenant l'Aran et ses affluents,
- sous bassin versant de l'Arday, comprenant l'Arday et ses affluents,
- linéaire de digues gérés par le SMBAM et présentant un intérêt stratégique en matière de protection contre les inondations.

Description de l'opération :

Origine

Le diagnostic du territoire du programme d'actions de prévention des inondations Adour aval a mis en évidence un manque de connaissances pour les crues fréquentes et moyenne (Q100) de l'Adour, des gaves réunis, de l'Aran, l'Arday et leurs affluents. De manière générale, l'aléa centennal est bien représenté sur les communes soumises à un plan de prévention du risque inondation (PPRI) à l'échelle du PAPI. Cependant, l'approbation des PPRI date des années 2000 et il convient d'actualiser la connaissance de l'aléa compte tenu des modifications anthropiques et naturelles du territoire. Sur les communes non couvertes par les PPRI, c'est l'atlas des zones inondables qui caractérise les enveloppes de crues. Toutefois, l'atlas des zones inondables n'informe pas de la hauteur d'eau, des débits et des vitesses d'inondation.

Au-delà de la volonté des collectivités partenaires d'améliorer la connaissance des phénomènes de crue, l'une des recommandations de la SLGRI Côtier Basque consiste à « étudier le devenir des ouvrages de protection n'entrant pas dans le champ du décret digues, mais présentant un intérêt stratégique ». Dans cette perspective, l'action 1.11 du programme prévoit, à partir des synthèses et des modèles hydrauliques, de définir des modalités de gestion adaptées et proportionnées à ces



ouvrages. Cela se fera en fonction de différents scénarios, en incluant selon les cas leur régularisation, des études ou travaux de confortement, des études de neutralisation, ou encore la restauration de champs d'expansion des crues, tout en intégrant les impacts sur les enjeux du territoire. L'étude portera sur l'ensemble des ouvrages linéaires actuellement gérés par le SMBAM.

Buts

Les études hydrauliques menées dans le cadre des actions 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c et 1.1.d ont pour objectif de renforcer la connaissance du risque d'inondation en définissant les enveloppes de crues selon différentes occurrences, ainsi que les débits, hauteurs d'eau et vitesses associées. Ces résultats sont essentiels pour élaborer des stratégies d'intervention adaptées aux crues fréquentes et moyennes, et pour affiner l'analyse des enjeux et de la vulnérabilité du territoire en vue de la construction du PAPI complet.

Par ailleurs, les résultats de l'action 1.11 doivent fournir des éléments concrets d'aide à la décision permettant d'évaluer les impacts du maintien des ouvrages présentant un intérêt en matière de protection contre les inondations. Cette analyse contribuera à définir une stratégie de protection cohérente à l'échelle du PAPI et à préparer les objectifs du futur PAPI complet. Les livrables issus de cette étude permettront de proposer une stratégie de gestion des ouvrages existants.

Contenu

Il est prévu que l'étude hydraulique définisse les zones inondables de l'Adour maritime, des gaves réunis, de l'Aran et l'Arday ainsi que de leurs affluents, selon une occurrence de crue très fréquente (premiers débordements constatés), une crue vicennale (Q20), une crue centennale (Q100) et selon un scénario tenant compte de l'élévation du niveau marin induit par le changement climatique sur les conditions estuariennes et aval de l'Adour, l'Aran et l'Arday.

Les modèles hydrauliques des actions 1.1.a, 1.1.b, 1.1.c et 1.1.d permettront de répondre en trois étapes à l'action 1.11 du PEP :

Premièrement, il s'agit de déterminer pour chaque tronçon homogène d'ouvrages présentant un intérêt stratégique en matière de protection contre les inondations, le niveau de protection apparent et la zone protégée actuelle grâce aux modèles hydrauliques et aux trois occurrences de crues étudiées (premiers débordements, Q20 et Q100) dans les études hydrauliques de l'axe 1. Cette étape permettra d'étudier l'impact d'une crue sur les enjeux situés aux droits des ouvrages existants tout en définissant la fonctionnalité actuelle des ouvrages.

Deuxièmement et grâce aux conclusions de l'étape 1, cette phase intermédiaire vise à hiérarchiser les ouvrages au regard des zones protégées impactées par différentes occurrences de crue. Elle permettra de définir les ouvrages sur lesquels des scénarios de conservation ou de neutralisation seront étudiés.

Enfin, la dernière étape vise à identifier l'impact d'une neutralisation d'ouvrage en étudiant le risque de sur-aléa, tant sur les enjeux situés dans la zone protégée de l'ouvrage hypothétiquement neutralisé, que les sur les casiers hydrauliques et les enjeux tant situés à l'aval qu'en rive opposée de l'ouvrage neutralisé. Différentes occurrences de crues pourront être injectées dans le modèle.

L'Institution Adour assure le portage des études de l'Adour maritime, des gaves réunis, du sous bassin-versant de l'Aran et de l'Arday, dans le cadre d'une convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI signée en date du 18 octobre 2024 entre l'EPTB et le syndicat mixte du bas Adour maritime.

Mise en œuvre :

Institution Adour avec bureau d'étude spécialisé en modélisation hydraulique et système d'endiguement

Echéance - Délais :

Durée prévisionnelle de l'étude : 3 ans (2025-2027)





Coût prévisionnel de l'opération : 487 000,00 TTC

- étude hydraulique de l'Adour maritime : 95 000 € TTC
- étude hydraulique des gaves réunis : 42 000,00 € TTC
- étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Aran : 125 000,00 € TTC
- étude hydraulique du sous bassin-versant de l'Ardanavy : 55 000,00 € TTC
- étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages présentant un intérêt stratégique en matière de protection contre les inondations : 170 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Assiette de dépenses éligibles	Taux	Montant
Europe (fonds FEDER)	487 000,00 € TTC	30%	146 100,00 €
État (fonds Barnier)	487 000,00 € TTC	50%	243 500,00 €
Autofinancement ** <i>Syndicat mixte du bas Adour maritime</i> <i>100% du résiduel</i>			97 400,00 €
MONTANT TOTAL			487 000,00 €

** Le reste à charge incombant à l'EPTB sera entièrement assuré par le syndicat mixte du bas Adour maritime dans le cadre de la convention dédiée de délégation de compétence entre le SMBAM et l'EPTB.





Plans de situation :

